



**Mardi 12 février 1957,  
 à 15 h. 20**

**New-York**

**SOMMAIRE**

Page

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. II à V)  
 [suite] ..... 289

**Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).**

**POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Conseil économique et social (chap.  
 II à V) [A/3154, A/3192, A/C.2/L.301/Rev.1,  
 A/C.2/L.319] (suite)**

1. M. PSCOLKA (Tchécoslovaquie) fait observer que, depuis 10 ans qu'il existe, le Conseil économique et social n'a pas réussi à résoudre de nombreux et importants problèmes économiques. On a fait bien peu pour réduire l'écart qui sépare les pays industrialisés des pays sous-développés ou pour stabiliser et intégrer l'économie mondiale. Les pays sous-développés sont toujours en proie à l'instabilité des prix des produits de base et certains des pays de l'Europe occidentale connaissent l'inflation et des difficultés dans leur balance des paiements. Les dépenses militaires continuent à entraver sérieusement le progrès économique.
2. L'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires ne consacrent pas une attention suffisante aux problèmes des échanges internationaux, dont la solution est essentielle pour la paix du monde. L'Assemblée générale devrait s'employer activement à faire adopter, sur le plan national et sur le plan international, des mesures visant à éliminer les obstacles au commerce. Les graves difficultés économiques des temps actuels ne peuvent disparaître que si l'on applique les principes d'une coexistence pacifique. Les échanges mondiaux ont augmenté en volume total durant les 20 dernières années, mais la part des pays sous-développés qui sont dans une large mesure tributaires des exportations des produits de base ne fait que diminuer.
3. En outre, le commerce mondial se concentre exclusivement aujourd'hui dans quelques zones de caractère artificiel. Il s'agit là d'un phénomène que l'on pressentait déjà entre 1920 et 1930 et qui est devenu plus prononcé après la deuxième guerre mondiale. Le marché européen commun que l'on propose de créer peut paraître de nature à favoriser une expansion des échanges internationaux, mais les pays qui n'en feront pas partie risquent d'être l'objet de mesures discriminatoires.
4. Non seulement les pays socialistes développent les relations commerciales qui existent entre eux, mais ils développent également celles qu'ils ont avec d'autres pays. D'après le *Bulletin économique pour l'Europe*, les exportations de l'Europe orientale, URSS comprise, à destination de l'Europe occidentale ont augmenté de 30 pour 100 en 1955 par rapport à 1954 et les importations en provenance de l'Europe occidentale ont augmenté de 12 pour 100 durant la même période. Cette

tendance s'est maintenue en 1956. Les pays de l'Europe orientale ont également intensifié leurs échanges avec les pays sous-développés.

5. Depuis 1948, le volume total du commerce tchécoslovaque est passé de 1 milliard 434 millions de dollars à 2 milliards 200 millions de dollars. Rien qu'en 1955, le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie a augmenté de 15 pour 100 au total et de 19,3 pour 100 en ce qui concerne les échanges avec l'Europe occidentale. Ces échanges avec l'Europe occidentale ont représenté 30 pour 100 du volume total du commerce tchécoslovaque en 1955 et davantage encore en 1956. La Tchécoslovaquie a fait du commerce avec plus de 80 pays et a signé des accords commerciaux avec plus de 30 Etats, sans parler de sa participation à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). En 1956, la Tchécoslovaquie a conclu un certain nombre d'accords commerciaux nouveaux et a intensifié les échanges avec de nombreux pays. Son commerce avec les pays sous-développés est passé de 6,7 pour 100 en 1953 à 13,5 pour 100 en 1956. Ces chiffres établissent de manière convaincante que la Tchécoslovaquie suit une politique de paix. Grâce à son économie diversifiée, la Tchécoslovaquie joue, dans les échanges internationaux, un rôle plus important que jamais.

6. Cependant, les efforts que les pays fournissent individuellement ne peuvent suffire. La seule façon de résoudre le problème que pose un commerce mondial en voie d'expansion est de créer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, une organisation commerciale internationale qui compterait le plus grand nombre possible de membres. Le GATT est d'une portée trop limitée pour répondre à ce but. Il faut espérer que l'étude demandée au Secrétaire général dans la résolution 614 A (XXII) du Conseil économique et social amènera sous peu la création de cet organisme. Les Nations Unies ont créé rapidement des organes chargés de s'occuper des questions culturelles, financières, sociales et autres; il ne devrait pas être difficile de créer un organe chargé de s'occuper des problèmes vitaux posés par le commerce.

7. La délégation tchécoslovaque a étudié attentivement le chapitre IV du rapport du Conseil (A/3154) sur les activités économiques régionales. Les commissions régionales font beaucoup pour développer des relations amicales entre les peuples et servent grandement à renforcer la paix dans le monde. La Commission économique pour l'Europe (CEE) a notamment beaucoup contribué à faciliter la coopération entre les pays européens et a adopté à ce sujet plusieurs résolutions très importantes; elle a examiné une proposition en vue d'un accord paneuropéen de coopération européenne (E/2868, par. 292 à 301). Un tel accord serait d'une importance considérable pour les pays européens et favoriserait en même temps l'expansion des échanges internationaux.

8. La Tchécoslovaquie s'intéresse beaucoup à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

ainsi qu'à la Commission économique pour l'Amérique latine et a participé aux travaux de ces deux organes en qualité de membre consultatif.

9. La Tchécoslovaquie s'est toujours exprimée en faveur du développement des relations économiques entre les nations. C'est pourquoi elle appuie pleinement la proposition de l'Union soviétique tendant à la réunion d'une conférence économique mondiale. Cette conférence pourrait étudier les nombreux problèmes économiques importants que les organes existants des Nations Unies n'ont pas encore résolus. La délégation tchécoslovaque appuiera le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie (A/C.2/L.319); elle se joint aux représentants de Ceylan et de la Pologne dans les objections qu'ils ont formulées contre le projet de résolution des sept puissances (A/C.2/L.301/Rev.1).

10. M. WOULBROUN (Belgique) approuve les observations formulées par le représentant du Danemark (438ème séance) à l'appui du projet de résolution des sept puissances. En réponse au représentant de l'Union soviétique, il fait observer que le GATT ne concerne pas exclusivement les tarifs douaniers. Il prévoit également un dispositif pour le règlement des différends de caractère commercial et l'élimination de la discrimination. Le projet de résolution présenté par la Pologne et la Yougoslavie semble avoir le même objet que le projet de résolution initial de l'Union soviétique (A/C.2/L.282). Cette proposition a fait l'objet d'un examen prolongé, mais il ne semble pas que la réunion d'une conférence économique spéciale se justifie pour le moment. Aux termes de la Charte des Nations Unies, c'est au Conseil qu'il appartient de favoriser la coopération économique internationale et il n'y a pas de raison d'organiser parallèlement et aux mêmes fins des conférences complémentaires, à grands frais et au prix de maintes difficultés. C'est pourquoi la délégation de la Belgique se prononcera contre le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie.

11. M. ANIS (Egypte) déclare que le projet de résolution des sept puissances, sous sa forme actuelle, est inacceptable pour sa délégation, car il semble laisser entendre que tout va pour le mieux en matière de commerce international. La délégation égyptienne serait en faveur de la proposition tendant à réunir une conférence économique mondiale, mais elle estime qu'il n'est peut-être pas opportun de tenir une telle conférence dans l'avenir immédiat. Le projet de résolution des sept puissances serait plus acceptable si l'on supprimait le mot "approprié" au début du quatrième considérant et si le considérant se terminait par les mots "questions économiques connexes d'intérêt commun". L'allusion qui est faite, au paragraphe 3 du dispositif, à l'accord portant création de l'organisation de coopération commerciale ne semble pas appropriée et sa délégation devra s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe.

12. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait observer qu'il ressort clairement des documents dont la Commission est saisie que le Conseil économique et social et ses commissions ont fait œuvre utile dans le domaine économique. Toutefois, le Conseil n'a pas toujours concentré ses efforts sur les problèmes les plus urgents et n'a pas recherché de solution pratique pour certaines questions importantes telles que le développement du commerce international et la création d'industries nationales dans les pays sous-développés. Le Conseil a faiblement réagi à l'initiative dont les commissions économiques régionales ont fait preuve dans ces divers domaines. Le travail de ces commissions est très utile, ainsi que la Biélorussie

l'a constaté dans les rapports qu'elle a eus avec la CEE; cette commission procède, par exemple, à des consultations dans le domaine du commerce et travaille d'une façon constructive à la conclusion d'un accord de coopération économique groupant toute l'Europe, à la préparation, en vue de leur adoption, de recommandations sur l'intensification des relations commerciales entre les pays d'Europe orientale et les pays d'Europe occidentale, ainsi qu'à la création d'un organisme régional qui s'occupera de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Le Conseil devrait, lui aussi, accorder plus d'attention à ces questions. A propos du Conseil et de ses commissions économiques régionales, M. Gourinovitch ne peut que regretter que la République populaire de Chine soit empêchée de participer aux travaux du Conseil et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et que la République démocratique allemande ainsi que la République populaire de Mongolie ne soient pas représentées aux commissions régionales. Il conviendrait de remédier le plus tôt possible à cette situation.

13. La délégation biélorussienne a déjà indiqué qu'elle appuyait la proposition visant à réunir une conférence économique mondiale et la Commission a pu entendre les arguments persuasifs du représentant de l'Union soviétique et d'autres pays; M. Gourinovitch n'a donc pas l'intention de parler longuement de la nécessité croissante de résoudre les problèmes qu'une telle conférence pourrait examiner. Il semble que l'on s'accorde à reconnaître qu'il importe de développer le commerce international, bien qu'il existe des divergences de vues sur la méthode à suivre. La délégation biélorussienne est au nombre de celles qui sont en faveur de la création d'un organisme largement représentatif qui serait chargé de tous les problèmes commerciaux, y compris la question du rapport équitable à établir entre les prix des matières premières et ceux des articles manufacturés. C'est au sein d'une conférence économique mondiale qu'une telle question pourrait être le mieux discutée; le Conseil économique et social est un organisme de caractère trop restreint et l'Assemblée générale est déjà surchargée de travail. La conférence pourrait également étudier la possibilité de consultations sur la coopération économique internationale et sur l'assistance à accorder aux pays sous-développés dans le développement d'économies nationales indépendantes, ainsi que les problèmes du crédit et du financement internationaux, les questions agraires et autres problèmes qu'il faudrait résoudre d'urgence. Il est évident que la conférence ne pourrait, à elle seule, résoudre tous ces problèmes, mais sa délégation est convaincue qu'elle donnerait l'impulsion nécessaire à la recherche de ces solutions. C'est pourquoi M. Gourinovitch appuie le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie et invite instamment toutes les délégations à faire de même.

14. M. ITO (Japon) déclare que sa délégation a éprouvé une certaine surprise et une certaine inquiétude devant l'importance que le représentant du Danemark a donnée, en présentant le projet de résolution des sept puissances, aux organisations régionales telles que l'Organisation européenne de coopération économique et l'Union européenne des paiements et au marché européen commun dont les pays d'Europe occidentale envisagent la création. La délégation japonaise remercie néanmoins le représentant du Royaume-Uni d'avoir donné l'assurance que l'organisation de ce marché commun n'impliquera aucune discrimination contre ceux qui n'en feront pas partie. M. Ito doit cependant constater que les organismes existants — le GATT, par

exemple — qui ont pour objet de développer le commerce mondial, pratiquent néanmoins une certaine discrimination, notamment contre le Japon, en matière de commerce et de tarifs douaniers. Au sujet de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif, M. Ito déclare que son gouvernement déplore la tendance des organisations commerciales régionales à délimiter des zones préférentielles. Il faudrait prévoir des garanties contre cette tendance. A cet égard, il accueille avec satisfaction la proposition contenue dans l'alinéa *b* du paragraphe 1. Quant au paragraphe 3, il note avec intérêt que deux des pays dont les échanges commerciaux sont les plus intenses, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ont fait connaître, en se joignant aux auteurs du projet de résolution, leur intention de ratifier l'accord instituant l'organisation de coopération commerciale, que la délégation japonaise souhaite vivement voir créer à brève échéance. C'est pourquoi le Japon votera en faveur du projet de résolution.

15. Quant à la déclaration du représentant de l'Union soviétique, la délégation japonaise ne présentera pas d'observations à son sujet pour le moment. Le Japon votera pour le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie, étant entendu que le Gouvernement japonais ne s'engage nullement sur le point de savoir s'il convient de réunir une conférence économique mondiale.

16. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare qu'il est généralement admis qu'une plus grande coopération économique entre les différents pays faciliterait le rétablissement de relations internationales normales et contribuerait à diminuer la tension politique. Cette coopération serait favorisée par le développement du commerce mondial, l'expansion de l'économie nationale des pays insuffisamment développés et le règlement d'un certain nombre de problèmes monétaires et financiers, à condition qu'il soit tenu compte des intérêts de tous les pays, indépendamment de leur structure politique et sociale.

17. A cet égard, la délégation de l'Union soviétique a fait une suggestion très utile en proposant la convocation d'une conférence économique mondiale, mesure conforme à la Charte des Nations Unies, notamment à l'Article 55. La délégation ukrainienne pense qu'une telle conférence contribuerait, effectivement, au développement de la coopération économique internationale, à l'élévation du niveau de la production et de l'emploi, à l'élargissement des marchés intérieurs et étrangers de tous les pays, au développement du commerce mondial et à l'amélioration du niveau de vie de tous les peuples. Le représentant des Pays-Bas a exprimé l'opinion qu'une telle conférence est inutile parce que beaucoup d'organisations internationales s'occupent déjà des questions commerciales. Mais, en s'appuyant sur l'expérience de ces organisations, la conférence pourrait approfondir davantage les problèmes et aurait plus de chance de parvenir à des solutions satisfaisantes. Le représentant des Pays-Bas a également fait valoir qu'il serait impossible, pendant la durée d'une seule conférence, de résoudre des problèmes économiques à long terme. Ce n'est pas exact. La conférence pourrait fonder ses conclusions sur le résultat des discussions qui ont lieu dans les autres organismes. Elle pourrait, en outre, établir un bilan des travaux accomplis par ces organismes et ses décisions encourageraient les différentes organisations à résoudre les problèmes pendants. La délégation ukrainienne, quant à elle, estime que la conférence doit être convoquée le plus tôt possible mais, par égard pour l'opinion des autres délégations, elle

n'insistera pas pour qu'une date soit fixée dès maintenant.

18. La délégation de l'Ukraine appuie le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie et espère que le Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, non seulement approuvera la convocation de la conférence, mais rédigera également un ordre du jour tenant compte des opinions exprimées à la Deuxième Commission de façon que les gouvernements et le Secrétariat puissent entreprendre des travaux préparatoires.

19. En ce qui concerne le projet de résolution des sept puissances, la délégation ukrainienne n'est pas convaincue de la valeur des arguments avancés dans le quatrième considérant; certains des auteurs du projet de résolution envisagent actuellement la création de nouvelles organisations internationales telles que l'organisation de coopération commerciale et l'établissement d'un marché européen commun. Malgré les affirmations contraires, il est clair que la participation à ces deux institutions sera limitée et qu'elles ne pourront donc ni servir les intérêts de l'économie mondiale ni contribuer à résoudre les problèmes économiques internationaux pendants.

20. Certains pays membres d'organisations restreintes ont refusé d'appuyer la proposition tendant à la convocation d'une conférence économique mondiale, ce qui révèle bien leur attitude générale devant les problèmes économiques mondiaux. Ils sont inspirés par des considérations égoïstes et leurs nombreuses manifestations d'intérêt pour le développement des relations économiques mondiales sont loin d'être convaincantes. Certains des auteurs du projet de résolution continuent en réalité à pratiquer, dans le domaine commercial et financier, une politique de discrimination contre les pays socialistes. On peut même dire que la politique commerciale des principaux pays capitalistes vise à nuire au développement économique des pays socialistes et à les empêcher d'améliorer le niveau de vie de leurs populations. La délégation ukrainienne est donc quelque peu sceptique au sujet de l'alinéa *c* du paragraphe 1 du dispositif. Le paragraphe 3 est également un peu surprenant puisqu'il propose que l'Assemblée générale invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à approuver l'accord portant création de l'organisation de coopération commerciale bien que tous les Etats Membres ne soient pas parties contractantes au GATT et que seules les parties à cet accord puissent devenir membres de l'organisation commerciale. Les auteurs du projet de résolution semblent essayer de se servir de l'autorité de l'Organisation pour obtenir l'appui d'autres pays en faveur de la future organisation commerciale.

21. La délégation ukrainienne considère le projet de résolution commun dans son ensemble comme une tentative visant à dissimuler à l'opinion publique mondiale le refus des auteurs du projet de contribuer au développement de la coopération économique internationale fondée sur le principe des droits égaux et des profits mutuels; elle ne pourra donc pas lui accorder son appui.

22. De l'avis de M. TODOROV (Bulgarie), le débat démontre l'importance des questions régionales et le caractère universel des problèmes économiques. L'une des tâches essentielles est d'accroître le commerce des pays sous-développés; en fin de compte, l'expansion du commerce est la meilleure forme d'assistance dont leur économie puisse profiter. La Bulgarie a appuyé tous les efforts déployés pour intensifier et normaliser les

échanges internationaux et pris une part active aux travaux de la CEE et de ses divers comités. Elle a commercé avec 40 pays en 1954 et 55 en 1955 et elle a conclu des accords de commerce et de paiement avec 29 des pays en question. De plus, en 1955, elle a établi des relations commerciales, ou renforcé celles qui existaient déjà, avec un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique ainsi qu'avec ses voisins, notamment la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie. Elle a participé aux foires et aux expositions internationales visant à favoriser le développement des échanges avec les autres pays et organise elle-même, chaque année, la Foire internationale d'échantillons de Plovdiv. La Bulgarie a envoyé des missions commerciales dans presque toutes les parties du monde et a reçu des délégations commerciales et des hommes d'affaires venant de presque tous les pays où elle en a envoyé. M. Todorov déplore toutefois qu'on ait mis certains obstacles à l'expansion des relations économiques et commerciales avec les pays capitalistes; il faudrait s'efforcer de remédier à cet état de choses.

23. La CEE fait œuvre fort utile et l'élargissement de sa composition l'aidera certainement à travailler plus efficacement. Il est regrettable que la République démocratique allemande, qui joue un rôle important dans l'économie européenne, soit tenue à l'écart de cet organe. Les travaux de la CEE ont permis d'accroître la coopération économique entre les pays européens en général et entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest en particulier. Le représentant de la Bulgarie note avec satisfaction que deux de ses comités, le Comité des problèmes agricoles et le Comité pour le développement du commerce, sont à nouveau en activité; le Comité de l'industrie et des produits de base devrait également reprendre pleinement ses travaux. Des consultations commerciales fructueuses ont eu lieu dans la région et la résolution adoptée par la CEE sur le développement des contacts entre les pays de l'est et les pays de l'ouest de l'Europe (E/2868, par. 299) facilitera sans aucun doute les échanges intrarégionaux. Pour le commerce entre l'Europe et les autres régions, il reste de nombreuses difficultés à surmonter.

24. Les pays sous-développés s'inquiètent de l'aggravation constante du rapport entre les prix des matières premières et les prix des produits manufacturés importés. Les mesures discriminatoires appliquées au commerce international jouent également un grand rôle dans l'évolution défavorable des relations commerciales; en réduisant et même en suspendant leurs achats de matières premières, en ne fournissant pas les moyens de transport nécessaires pour ces marchandises et par d'autres mesures analogues, les monopoles capitalistes provoquent une baisse artificielle des prix des matières premières. En outre, les pays sous-développés se voient empêchés d'écouler leurs produits sur les marchés de l'URSS, de la République populaire de Chine et des autres démocraties populaires.

25. Passant au projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie, M. Todorov souligne que la conférence économique mondiale proposée permettrait de résoudre maints problèmes liés à l'assistance économique aux pays sous-développés ainsi qu'au développement économique en général. L'ordre du jour de cette conférence pourrait comporter un point relatif à l'intérêt qu'il y aurait à créer une organisation internationale du commerce. S'il était adopté, le projet de résolution serait l'occasion d'un échange de vues sur la nature et l'ordre du jour de la conférence et laisserait à chaque gouvernement la possibilité de donner des instructions

détaillées à ses représentants à la vingt-quatrième session du Conseil.

26. M. Todorov ne partage pas le pessimisme du représentant du Venezuela; il est possible de trouver un terrain d'entente sur le plan économique en dépit des divergences politiques. Le Conseil ne perdra pas son temps si ses membres ont l'occasion d'examiner de manière approfondie tous les aspects de la conférence économique mondiale avant sa convocation. C'est pourquoi le représentant de la Bulgarie votera en faveur du projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie.

27. Il appuie sans réserve les observations formulées à la séance précédente par les représentants de Ceylan et de la Pologne au sujet du projet de résolution des sept puissances. A cet égard, il est significatif que l'un des auteurs du projet se soit opposé à la création de la Commission du commerce international des produits de base et ait toujours refusé de participer à ses travaux bien qu'il en soit membre élu. Devant le témoignage des faits, il est impossible de dire que les organismes et accords internationaux existants dans le domaine du commerce international constituent un cadre approprié pour l'examen des problèmes commerciaux et des questions économiques connexes d'intérêt commun. On a fait à la Commission un tableau très optimiste, qui n'est pas justifié, de la situation du commerce mondial. En conséquence, il sera difficile à la délégation bulgare d'appuyer le projet de résolution des sept puissances.

28. M. MORALES (Argentine) rappelle qu'après la guerre, tout un réseau d'organisations et d'institutions internationales chargées des questions économiques a vu le jour. Parmi les plus importantes, on peut citer les organes économiques de l'Assemblée générale elle-même, le Conseil économique et social et certaines de ses commissions techniques (la Commission du commerce international des produits de base, la Commission des transports et des communications et la Commission de statistique) et les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies. Il convient de mentionner aussi le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui s'occupent tous de problèmes économiques particuliers. En dehors de ces organisations fondamentales, il existe aussi divers groupes internationaux qui étudient les problèmes relatifs à des produits particuliers; des accords ont déjà été conclus au sujet de produits comme l'étain, le sucre et le blé. Des organisations économiques intergouvernementales régionales ont également été créées en dehors de l'Organisation des Nations Unies, par exemple en Europe et en Amérique latine. Enfin, il y a des organismes non gouvernementaux tels que la Chambre de commerce internationale, avec ses comités subsidiaires qui tiennent des conférences périodiques. Tous ces organismes témoignent des efforts déployés pour stimuler la coopération économique internationale. S'ils ne sont pas parfaits, il n'est pas exagéré de dire cependant que leurs activités ont contribué à résoudre maints problèmes économiques épineux.

29. L'Argentine, dont le développement économique dépend dans une large mesure du commerce international, est disposée à se joindre à toute entreprise tendant à favoriser effectivement la coopération économique internationale mais, à son avis, au lieu de créer de nouvelles organisations, il conviendrait d'utiliser plus

pleinement les organisations existantes. Par exemple, il y aurait intérêt à ce que tous les pays intéressés participent plus activement aux travaux du Fonds monétaire international. De même, il est fâcheux que de nombreux pays aient refusé de prendre part aux activités de la Commission du commerce international des produits de base, créée après de longs débats à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social; d'autres pays ont cessé de s'y intéresser réellement. Il serait également possible de recourir plus largement aux services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en ce qui concerne l'écoulement des excédents. Ce sont là autant d'exemples d'organisations existantes qu'on pourrait utiliser plus efficacement pour le plus grand profit de la coopération économique internationale.

30. L'Argentine n'est pas partie contractante au GATT, mais elle figure parmi les auteurs du projet de résolution des sept puissances et, à ce titre, elle a accepté l'inclusion du paragraphe 3 du dispositif qui a trait à l'établissement d'une organisation de coopération commerciale, car elle est persuadée que la création d'une organisation de ce genre contribuerait à améliorer la coopération commerciale internationale.

31. Comme plusieurs Etats sont venus grossir le nombre des membres de la Deuxième Commission par suite de l'admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies, la Commission devrait revoir avec soin ses méthodes de travail en vue d'obtenir des résultats plus tangibles et plus pratiques. Dans ce domaine, tout progrès dépendra de la coopération que chaque pays est prêt à apporter.

32. A ce propos, le Gouvernement argentin a réexaminé sa position et cherché les moyens de contribuer aussi largement que possible à l'effort commun. L'un des principaux problèmes de l'Argentine est de se faire représenter de manière satisfaisante aux nombreuses conférences économiques internationales. Or le programme pour 1957 est chargé et il faudrait peut-être que la Commission envisage de revoir soigneusement le calendrier des conférences économiques internationales.

33. La délégation de l'Argentine a participé à l'élaboration du projet de résolution des sept puissances pour les raisons qu'elle vient de mentionner et elle ne pourra pas appuyer le projet de résolution de la Pologne et de la Yougoslavie.

La séance est levée à 17 h. 20.

